

## ***Emploi : demain sera pire***

**Par Michel Husson, économiste, qui estime que le gouvernement est condamné à agir pour éviter l'explosion sociale. Quitte à arriver en position difficile à la présidence de l'Union européenne.**

312 000 emplois ont été créés dans le secteur concurrentiel entre septembre 2006 et septembre 2007. Une bonne nouvelle qui est aussi un mystère. En 2007, l'emploi a augmenté à peu près aussi vite que le PIB, ce qui veut dire que la productivité a cessé de progresser. Depuis deux ans environ, le cycle économique a pris en France une allure très curieuse, qui constitue une exception : les autres pays européens ont créé à peu près autant d'emplois mais leur croissance a été supérieure de près d'un point.

### **Les petits boulots**

Tout se passe comme si les employeurs avaient embauché plus que ne le demandait la conjoncture, comme s'ils anticipaient une reprise plus soutenue. Comment expliquer cet enrichissement de la croissance en emplois ? La première piste renvoie à la nature des emplois : le phénomène pourrait s'expliquer par la création de petits boulots, précaires et mal payés. Mais cela ne colle pas avec le fait que, selon Eurostat, 90 % des emplois créés sont des emplois à plein temps. La structure sectorielle de ces nouveaux emplois peut permettre d'y voir plus clair. Trois secteurs ont vu leur emploi augmenter plus vite et ont principalement contribué aux créations d'emplois : la construction (21 %), les services aux personnes (20 %) et les services de conseil et assistance aux entreprises (18 %). L'emploi augmente ainsi par les deux bouts : du côté des emplois qualifiés et du côté des emplois précaires. La tendance à la dualisation du marché du travail se confirme donc.

### **L'effet différé des 35 heures**

Cependant cette explication ne suffit pas à expliquer le dynamisme récent de l'emploi. Il faut prendre un peu de recul et remonter à la mise en place des 35 heures. Pendant cette période (1998-2001), 1,6 millions d'emplois ont été créés dans le secteur privé, dans un contexte de croissance soutenue (3 %). Mais la productivité par tête n'a pratiquement pas augmenté (+0,4 % par an).

Vient ensuite une phase de rattrapage : entre 2002 et 2005, les patrons cherchent à « éponger » les créations d'emploi dues aux 35 heures, et les gains de productivité repartent au rythme de 1,8 % par an, de telle sorte que l'emploi ne progresse plus, compte tenu d'une croissance médiocre. Mais leur capacité à le faire s'est progressivement épuisée et c'est ce que mesure le ralentissement continu de la productivité au cours des deux dernières années. Au total, entre 1997 et 2002, la gauche aura créé 360 000 emplois chaque année, soit 3,5 fois plus que la droite entre 2002 et 2007 (103 000 par an). La réduction du temps de travail n'était peut-être pas, après tout, une si mauvaise idée.

### **De sombres perspectives pour l'emploi**

Cette interprétation conduit à un pronostic très alarmant en ce qui concerne l'évolution de l'emploi en 2008. La croissance va évidemment ralentir, ce qui n'est jamais favorable à l'emploi. Mais les employeurs vont, en plus, chercher à restaurer les gains de productivité perdus des deux dernières années : en licenciant ou en cessant d'embaucher. En outre, le gouvernement leur a fourni les outils pour le faire aisément, en défiscalisant les heures supplémentaires - qui ne coûtent pas plus cher, désormais, que des heures « normales » - et en rendant possible le rachat des journées de RTT à un tarif tout aussi indolore.

### **Le gouvernement dans l'impasse**

Ni les gains minimes de pouvoir d'achat, ni le déblocage de l'épargne salariale, ne compenseront la stagnation de l'emploi et le gel des salaires. Le ralentissement de la consommation des salariés va venir plomber un peu plus l'activité, et le gouvernement va rapidement se trouver devant une contradiction insoluble. S'il relance l'économie par un supplément de dépenses publiques, le déficit budgétaire risque alors de flirter avec les fameux 3 % et Nicolas Sarkozy arriverait en position difficile à la présidence de l'Union européenne. Il devrait aussi, dans ce cas, renoncer à reporter sur le consommateur une partie du financement de la protection sociale. Si, au contraire, le gouvernement ne fait rien, le retour du chômage et le recul du pouvoir d'achat conduiraient ce pays au bord de l'explosion sociale. Ce gouvernement est décidément dans l'impasse, et il aura bien du mal à reprendre le cours de ses « réformes » après les municipales.

Mercredi 05 Mars 2008 - 00:14

Michel Husson